

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2012 — 3548

[2012/206482]

Extrait de l'arrêt n° 134/2012 du 30 octobre 2012

Numéro du rôle : 5262

En cause : le recours en annulation des articles 33, 7°, b), 35, 37, 38, 39bis et 41 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, introduit par la société de droit allemand « European Air Transport Leipzig GmbH » et l'ASBL « Belgian Air Transport Association ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1^{er} décembre 2011 et parvenue au greffe le 2 décembre 2011, la société de droit allemand « European Air Transport Leipzig GmbH » et l'ASBL « Belgian Air Transport Association », faisant toutes deux élection de domicile à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Empereur 3, ont, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 44/2011 du 30 mars 2011 (publié au *Moniteur belge* du 3 juin 2011), introduit un recours en annulation des articles 33, 7°, b), 35, 37, 38, 39bis et 41 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement.

Le 21 décembre 2011, en application de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et E. Derycke ont informé le président qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt constatant que le recours est manifestement irrecevable.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. L'article 33, 7°, b), de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, en cause, dispose :

« Est passible d'une amende administrative de 625 EUR à 62.500 EUR toute personne qui commet une des infractions suivantes :

7° au sens de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain :

[...]

b) crée directement ou indirectement, ou laisse perdurer une gêne sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement; ».

L'article 35 de la même ordonnance dispose :

« Les infractions énumérées aux articles 32 et 33 font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère ou, en cas d'absence, de congé ou d'empêchement de celui-ci, par le fonctionnaire dirigeant adjoint.

Elle est versée au Fonds pour la protection de l'environnement visé à l'article 2, 9°, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires ».

L'article 37 de la même ordonnance dispose :

« Le procureur du Roi notifie au fonctionnaire dirigeant de l'Institut, de l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère selon le cas, dans les six mois de la date d'envoi du procès-verbal sa décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 32 ou 33.

La décision du procureur du Roi de poursuivre le contrevenant exclut l'application d'une amende administrative.

La décision du procureur du Roi de ne pas poursuivre le contrevenant ou l'absence de décision dans le délai impartit en vertu de l'alinéa 1^{er} permet l'application d'une amende administrative ».

L'article 38 de la même ordonnance dispose :

« Le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, l'ARP ou de l'administration compétente du Ministère décide, après avoir mis la personne passible de l'amende administrative en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision d'infliger une amende administrative fixe le montant de celle-ci et invite le contrevenant à acquitter l'amende dans un délai de trente jours à dater de la notification par versement au compte du Fonds pour la protection de l'environnement, visé à l'article 2, 9°, de l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires, mentionné dans le formulaire qui y est joint.

La décision d'infliger une amende administrative ou, le cas échéant, la décision de ne pas infliger une amende administrative est notifiée dans les dix jours par lettre recommandée à la poste :

1° à la personne passible de l'amende administrative;

2° au procureur du Roi ».

L'article 39bis de la même ordonnance dispose :

« Un recours est ouvert devant le Collège d'environnement à toute personne condamnée au paiement d'une amende administrative. Le recours est introduit, à peine de forclusion, par voie de requête dans les deux mois de la notification de la décision.

Le Collège d'environnement entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, de même que l'agent ayant pris la mesure.

Le Collège d'environnement notifie sa décision dans les deux mois de la date d'envoi de la requête. Ce délai est augmenté d'un mois lorsque les parties demandent à être entendues.

En l'absence de décision dans le délai prescrit à l'alinéa précédent, la décision ayant fait l'objet d'un recours est censée confirmée ».

L'article 41 de la même ordonnance dispose :

« En cas de concours de plusieurs infractions visées aux articles 32 ou 33, les montants des amendes administratives sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder la somme de 125.000 EUR ».

B.2. Le 7 décembre 2011 a été publiée au *Moniteur belge* l'ordonnance du 24 novembre 2011 modifiant l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement. Cette ordonnance ne fait pas l'objet du présent recours. Son article 2 dispose :

« Dans l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, il est inséré un article 40bis rédigé comme suit :

' Article 40bis. ù Les fonctionnaires visés à l'article 35, alinéa 2, qui infligent une amende administrative, peuvent réduire la peine au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Dans le cadre du traitement du recours visé à l'article 39bis, le Collège d'environnement dispose également de la compétence visée à l'alinéa 1^{er}. ' ».

L'article 3 dispose :

« La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

Quant à la recevabilité

B.3. Par son arrêt n° 44/2011 du 30 mars 2011 (*Moniteur belge* du 3 juin 2011), rendu sur questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat, la Cour a dit pour droit :

« L'article 33, 7^o, b), de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, tel qu'il a été modifié par l'article 10 de l'ordonnance du 28 juin 2001, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas de prendre en compte des circonstances atténuantes permettant d'infliger une amende d'un montant moindre que le minimum de l'amende qui y est fixé ».

B.4.1. L'article 4, dernier alinéa, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance par, notamment, toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1^{er} de la même loi spéciale.

B.4.2. La Cour ne peut annuler au contentieux préjudiciel la norme qu'elle déclare inconstitutionnelle. En revanche, l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 précitée a été introduit dans le but de permettre l'annulation par la Cour d'une disposition législative déclarée inconstitutionnelle par celle-ci en réponse à une question préjudicielle, notamment à l'initiative de toute personne justifiant d'un intérêt.

L'article 4, alinéa 2, précité, ne saurait être appliqué à une disposition législative qui ne faisait pas l'objet de la question préjudicielle sur laquelle la Cour a statué par un arrêt ouvrant un nouveau délai de recours de six mois, sauf si cette disposition est indissociablement liée à la disposition législative qui a fait l'objet de la question préjudicielle précitée. Il ne peut pas non plus être appliqué à une disposition législative qui faisait l'objet de la question préjudicielle précitée lorsque le moyen d'annulation allègue une inconstitutionnalité que la Cour avait déclarée non établie dans l'arrêt rendu sur la question préjudicielle.

B.5.1. Par son arrêt n° 44/2011 précité, la Cour a, pour les motifs énoncés en B.5 à B.27 et B.34 à B.40, déclaré non établies les inconstitutionnalités qui sont alléguées à l'encontre de l'article 33, 7^o, b), de l'ordonnance précitée du 25 mars 1999 par les deuxième, troisième, quatrième, sixième, septième et huitième moyens dans le présent recours en annulation, introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.5.2. Les articles 35, 37, 38, 39bis et 41 de l'ordonnance précitée du 25 mars 1999, visés par les quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième moyens, ne sont pas indissociablement liés à l'article 33, 7^o, b), de ladite ordonnance.

En effet, ces articles ont trait à la procédure pénale et, subsidiairement, administrative (article 35), à la décision du procureur du Roi (article 37), à la procédure administrative (article 38), au recours ouvert devant le Collège d'Environnement (article 39bis) et au concours d'infractions (article 41).

B.6. En conséquence, le recours n'est recevable qu'en ce qu'il allègue la violation, par l'article 33, 7^o, b), de l'ordonnance précitée du 25 mars 1999, des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne permet pas à l'administration de prendre en compte des circonstances atténuantes (premier moyen).

Quant au fond

B.7. Par son arrêt n° 44/2011 précité, la Cour a dit pour droit :

« B.28. La deuxième branche de la quatrième question préjudicielle concerne le fait que, dans le cadre de la procédure, il ne peut être fait application de l'article 85 du Code pénal et que l'on ne peut pas tenir compte de circonstances atténuantes pour infliger une amende inférieure au minimum fixé par l'ordonnance.

B.29. Lorsque l'auteur d'un même fait peut être puni de manière alternative, c'est-à-dire lorsque, pour des mêmes faits, il peut, soit être renvoyé devant le tribunal correctionnel, soit se voir infliger une amende administrative contre laquelle un recours lui est offert devant un tribunal non pénal, un parallélisme doit exister entre les mesures d'individualisation de la peine. Il en est ainsi de la possibilité d'infliger une amende inférieure au minimum légal s'il existe des circonstances atténuantes (arrêts n^{os} 40/97, 45/97, 128/99, 86/2007 et 42/2009).

B.30. Il apparaît de la lecture de l'article 35 de l'ordonnance en cause que le législateur ordonnancier bruxellois a opté, en l'espèce, pour un système alternatif. Ainsi, pour un même fait, l'auteur peut être renvoyé devant le tribunal correctionnel, ou, si tel n'est pas le cas, se voir infliger une amende administrative.

B.31. Il ressort des travaux préparatoires de l'ordonnance en cause que, par son adoption, le législateur ordonnancier entendait poursuivre un double objectif : coordonner les moyens d'investigation et les mesures de police à prendre par les agents de contrôle ainsi que les mesures que peut édicter le juge pénal, d'une part, et ' créer de nouveaux moyens de lutte et de répression des infractions environnementales tenant compte de l'engorgement des tribunaux répressifs et de la surcharge de travail des polices communales ', d'autre part (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 1998-1999, A-312/2, p. 3).

Il était apparu que 85 % des procès-verbaux parvenant au parquet connaissaient un classement sans suite. Il convenait dès lors de pouvoir sanctionner effectivement les infractions constatées (*ibidem*, p. 13).

Quant aux relations avec le parquet et au montant des amendes, on peut encore lire ce qui suit dans les travaux préparatoires de l'ordonnance :

' Cela étant, le souci, en créant un tel régime, a été d'agir en bonne intelligence avec le Parquet et en protégeant les droits de défense des personnes incriminées.

Aussi, pour ce qui concerne les relations avec le Parquet, nous sommes-nous calqués sur la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales : tout procès-verbal d'infraction est notifié au Procureur du Roi qui dispose de six mois pour informer le fonctionnaire dirigeant compétent s'il décide ou non d'entamer des poursuites.

Dans la négative, la procédure en vue d'infliger une amende administrative peut être engagée. L'amende, cela va de soi, une fois infligée empêche que la personne incriminée puisse encore faire l'objet pour le même fait de poursuites pénales à l'initiative du Parquet ou d'une administration régionale ' (*ibid.*, p. 7).

B.32.1. Le législateur ordonnancier a pu légitimement considérer qu'en vue de désengorger les parquets et les tribunaux répressifs ainsi que d'assurer l'efficacité des poursuites relatives aux infractions environnementales constatées, il convenait d'instaurer un régime de sanctions administratives.

B.32.2. Il n'est pas raisonnablement justifié de ne pas permettre à la personne qui se voit infliger une telle sanction de bénéficier de la mesure qui permettrait à l'administration de prendre en compte des circonstances atténuantes pouvant l'amener à réduire le montant de l'amende en dessous du minimum fixé par l'ordonnance, alors que cette personne pourrait bénéficier de l'application de l'article 85 du Code pénal si elle comparaisait devant le tribunal correctionnel pour la même infraction.

B.33. La deuxième branche de la quatrième question préjudicielle appelle une réponse affirmative ».

B.8. L'article 2 de l'ordonnance du 24 novembre 2011 précitée a introduit un nouvel article 40*bis* dans l'ordonnance précitée du 25 mars 1999 en vue de permettre aux fonctionnaires visés à l'article 35, alinéa 2, de l'ordonnance de tenir compte de circonstances atténuantes.

Toutefois, cette disposition entrant en vigueur le 7 décembre 2011 sans effet rétroactif, il convient d'annuler l'article 33, 7^o, b), de l'ordonnance du 25 mars 1999 en ce qu'il ne permettait pas, jusqu'au 7 décembre 2011, de prendre en compte les circonstances atténuantes permettant d'infliger une amende d'un montant moindre que le minimum de l'amende qui y est fixé.

Quant au maintien des effets de la norme annulée

B.9. Pour tenir compte des difficultés administratives et du contentieux administratif qui pourraient découler de l'arrêt d'annulation, il y a lieu, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de maintenir les effets de l'article 33, 7^o, b), précité à l'égard des amendes définitivement prononcées jusqu'au 3 juin 2011, date à laquelle l'arrêt n^o 44/2011 a été publié au *Moniteur belge*.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 33, 7^o, b), de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement, en ce qu'il ne permettait pas, jusqu'au 7 décembre 2011, de prendre en compte les circonstances atténuantes permettant d'infliger une amende d'un montant moindre que le minimum de l'amende qui est fixé;

- maintient les effets de la disposition annulée à l'égard des amendes définitivement prononcées jusqu'au 3 juin 2011.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 30 octobre 2012, par le juge J.-P. Snappe, faisant fonction de président en remplacement du président R. Henneuse, légitimement empêché.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président f.f.,

J.-P. Snappe

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2012 — 3548

[2012/206482]

Uittreksel uit arrest nr. 134/2012 van 30 oktober 2012

Rolnummer 5262

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 33, 7^o, b), 35, 37, 38, 39*bis* en 41 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, ingesteld door de vennootschap naar Duits recht « European Air Transport Leipzig GmbH » en de vzw « Belgian Air Transport Association ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 december 2011 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 december 2011, hebben de vennootschap naar Duits recht « European Air Transport Leipzig GmbH » en de vzw « Belgian Air Transport Association », die beiden woonplaats kiezen te 1000 Brussel, Keizerslaan 3, ingevolgt het arrest van het Hof nr. 44/2011 van 30 maart 2011 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 2011), beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 33, 7^o, b), 35, 37, 38, 39*bis* en 41 van de ordonnantie het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu.

Op 21 december 2011 hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Snappe en E. Derycke, met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat het beroep klaarblijkelijk niet ontvankelijk is.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. Het in het geding zijnde artikel 33, 7^o, b), van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, bepaalt :

« De persoon die een van de volgende misdrijven pleegt, is strafbaar met een administratieve geldboete van 625 EUR tot 62.500 EUR :

7^o in de zin van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving, de persoon die :

[...]

b) rechtstreeks of onrechtstreeks geluidshinder veroorzaakt of laat voortduren die de door de Regering gestelde normen overschrijdt; ».

Artikel 35 van dezelfde ordonnantie bepaalt :

« De misdrijven opgesomd in de artikelen 32 en 33 kunnen strafrechtelijk worden vervolgd of met administratieve geldboetes worden bestraft.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of, in geval van diens afwezigheid, verlof of verhindering, door de adjunct-leidend ambtenaar.

De geldboete wordt gestort in het Fonds voor de bescherming van het leefmilieu zoals bedoeld bij artikel 2, 9^o van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van de begrotingsfondsen ».

Artikel 37 van dezelfde ordonnantie bepaalt :

« Binnen zes maanden na de verzendingsdatum van het proces-verbaal brengt de procureur des Konings de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, naargelang van het geval, op de hoogte van zijn beslissing om de vermoedelijke dader van een in de artikelen 32 of 33 bedoeld misdrijf al dan niet te vervolgen.

Als de procureur des Konings beslist de dader te vervolgen, kan geen administratieve geldboete worden opgelegd.

Als de procureur des Konings beslist de dader niet te vervolgen, of als een beslissing uitblijft binnen de krachtens het eerste lid gestelde termijn, kan een administratieve geldboete worden opgelegd ».

Artikel 38 van dezelfde ordonnantie bepaalt :

« Nadat de persoon die met een administratieve geldboete strafbaar is, zich heeft kunnen verdedigen, beslist de leidend ambtenaar van het Instituut, van het GAN of van het bevoegde bestuur van het Ministerie, of voor het misdrijf een administratieve geldboete dient te worden opgelegd.

In de beslissing wordt het bedrag van de administratieve geldboete vastgelegd en wordt de dader aangemaand om de geldboete binnen dertig dagen na de betekening van de beslissing te storten op het rekeningnummer van het Fonds voor de Bescherming van het Leefmilieu zoals bedoeld in artikel 2, 9^o, van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen, welk vermeld staat op het formulier dat bij de beslissing is gevoegd.

De beslissing om een administratieve geldboete op te leggen of, in voorkomend geval, de beslissing om geen administratieve geldboete op te leggen, wordt binnen tien dagen bij een ter post aangetekende brief betekend aan :

1^o de persoon die met een administratieve geldboete strafbaar is;

2^o de procureur des Konings ».

Artikel 39bis van dezelfde ordonnantie bepaalt :

« Iedereen die veroordeeld is tot de betaling van een administratieve geldboete kan een beroep instellen bij het Milieucollege. Het beroep wordt, op straffe van verval, ingesteld bij wege van verzoekschrift binnen twee maanden na de kennisgeving van de beslissing.

Het Milieucollege hoort de eiser of zijn raadsman op hun verzoek en het personeelslid dat de maatregel heeft genomen.

Het Milieucollege geeft binnen twee maanden na de datum van verzending van het verzoekschrift kennis van zijn beslissing. Deze termijn wordt met een maand verlengd wanneer de partijen vragen om te worden gehoord.

Bij gebreke van een beslissing binnen de in het vorige lid gestelde termijn wordt de beslissing waartegen een beroep is ingesteld, geacht bevestigd te zijn ».

Artikel 41 van dezelfde ordonnantie bepaalt :

« Ingeval van samenloop van meerdere misdrijven zoals bedoeld in de artikelen 32 of 33, worden de bedragen van de administratieve geldboetes samengevoegd; het gehele bedrag mag evenwel niet meer dan 125.000 EUR bedragen ».

B.2. Op 7 december 2011 is in het *Belgisch Staatsblad* de ordonnantie van 24 november 2011 bekendgemaakt tot wijziging van de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu. Die ordonnantie maakt niet het voorwerp uit van het onderhavige beroep. Artikel 2 ervan bepaalt :

« In de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu wordt een artikel 40bis ingevoegd, luidend :

' Artikel 40bis. — De ambtenaren bedoeld in artikel 35, tweede lid, die een administratieve geldboete opleggen, kunnen bij aanwezigheid van verzachtende omstandigheden deze geldboete verminderen tot onder het wettelijke minimum.

Bij de behandeling van het beroep bedoeld in artikel 39bis beschikt het Milieucollege eveneens over de bevoegdheid bedoeld in het eerste lid. ' ».

Artikel 3 bepaalt :

« Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt ».

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3. Bij zijn arrest nr. 44/2011 van 30 maart 2011 (*Belgisch Staatsblad* van 3 juni 2011), gewezen op prejudiciële vragen gesteld door de Raad van State, heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 33, 7^o, b), van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, zoals gewijzigd bij artikel 10 van de ordonnantie van 28 juni 2001, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het niet toelaat rekening te houden met verzachtende omstandigheden die het mogelijk maken een geldboete op te leggen die lager is dan het daarin vastgelegde minimumbedrag van de geldboete ».

B.4.1. Artikel 4, laatste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen van een beroep tot vernietiging van een wet, een decreet of een ordonnantie door met name iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet, dat decreet of die ordonnantie in strijd is met één van de regels of één van de artikelen van de Grondwet bedoeld in artikel 1 van dezelfde bijzondere wet.

B.4.2. Het Hof vermag in het prejudicieel contentieux de norm die het ongrondwettig verklaart, niet te vernietigen. Artikel 4, tweede lid, van de voormelde bijzondere wet van 6 januari 1989 werd daarentegen ingevoerd om het Hof toe te laten een wetsbepaling te vernietigen die het ongrondwettig heeft verklaard in antwoord op een prejudiciële vraag, met name op initiatief van iedere persoon die doet blijken van een belang.

Het voormelde artikel 4, tweede lid, kan niet worden toegepast op een wetsbepaling die niet het voorwerp uitmaakte van de prejudiciële vraag waarop het Hof uitspraak heeft gedaan bij een arrest waardoor een nieuwe beroepstermijn van zes maanden is geopend, tenzij die bepaling onlosmakelijk is verbonden met de wetsbepaling die het voorwerp heeft uitgemaakt van de voormelde prejudiciële vraag. Het kan evenmin worden toegepast op een wetsbepaling die het voorwerp uitmaakte van de voormelde prejudiciële vraag wanneer het middel van het beroep tot vernietiging een ongrondwettigheid aanvoert die het Hof in het op de prejudiciële vraag gewezen arrest niet heeft vastgesteld.

B.5.1. Bij zijn voormelde arrest nr. 44/2011 heeft het Hof, om de in B.5 tot B.27 en B.34 tot B.40 uiteengezette motieven, niet besloten tot de ongrondwettigheden die tegen artikel 33, 7^o, b), van de voormelde ordonnantie van 25 maart 1999 zijn aangevoerd in het tweede, derde, vierde, zesde, zevende en achtste middel in het onderhavige beroep tot vernietiging, ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.5.2. De artikelen 35, 37, 38, 39bis en 41 van de voormelde ordonnantie van 25 maart 1999, beoogd in het vierde, vijfde, zesde, zevende, achtste, negende en tiende middel, zijn niet onlosmakelijk verbonden met artikel 33, 7^o, b), van die ordonnantie.

Die artikelen hebben immers betrekking op de strafrechtelijke procedure en, ondergeschikt, de administratieve procedure (artikel 35), de beslissing van de procureur des Konings (artikel 37), de administratieve procedure (artikel 38), het beroep dat openstaat voor het Milieucollege (artikel 39bis) en de samenloop van misdrijven (artikel 41).

B.6. Het beroep is derhalve alleen ontvankelijk in zoverre het de schending aanvoert, door artikel 33, 7^o, b), van de voormelde ordonnantie van 25 maart 1999, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het de administratie niet toelaat rekening te houden met de verzachtende omstandigheden (eerste middel).

Ten gronde

B.7. In zijn voormeld arrest nr. 44/2011 heeft het Hof voor recht gezegd :

« B.28. Het tweede onderdeel van de vierde prejudiciële vraag betreft het feit dat in het kader van de procedure geen toepassing kan worden gemaakt van artikel 85 van het Strafwetboek en dat met geen enkele verzachtende omstandigheid rekening kan worden gehouden om een lagere geldboete op te leggen dan het minimum bepaald bij de ordonnantie.

B.29. Wanneer de dader van eenzelfde feit op een alternatieve wijze kan worden gestraft, dat wil zeggen wanneer hij, voor dezelfde feiten, ofwel naar de correctionele rechtbank kan worden verwezen ofwel een administratieve geldboete kan worden opgelegd waartegen hem een beroep wordt geboden voor een andere rechtbank dan een strafrechtbank, dient er een parallelisme te bestaan tussen de maatregelen tot individualisering van de straf. Dat geldt voor de mogelijkheid om een geldboete op te leggen die minder bedraagt dan het wettelijke minimum indien verzachtende omstandigheden aanwezig zijn (arresten nrs. 40/97, 45/97, 128/99, 86/2007 en 42/2009).

B.30. Uit de lezing van artikel 35 van de in het geding zijnde ordonnantie blijkt dat de Brusselse ordonnantiegever te dezen heeft gekozen voor een alternatief systeem. Zo kan de dader, voor eenzelfde feit, naar de correctionele rechtbank worden verwezen of, indien dat niet het geval is, kan hem een administratieve geldboete worden opgelegd.

B.31. Uit de parlementaire voorbereiding van de in het geding zijnde ordonnantie blijkt dat de ordonnantiegever met de aanneming ervan een dubbele doelstelling wenste na te streven : enerzijds, de opsporingsmiddelen en de strafmaatregelen die de controlerende ambtenaren kunnen opleggen, alsook de maatregelen die de strafrechter kan uitspreken, coördineren en, anderzijds, ' nieuwe middelen instellen om de milieumisdrijven beter op te sporen en te bestraffen, rekening houdend met de overzadigde strafrechtbanken en de overbelaste gemeentepolities ' (*Parl. St.*, Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, 1998-1999, A-312/2, p. 3).

85 pct. van de processen-verbaal die bij het parket terecht kwamen bleken te worden geseponeerd. De vastgestelde inbreuken dienden dan ook effectief te kunnen worden bestraft (*ibid.*, p. 13).

Wat de betrekkingen met het parket en het bedrag van de geldboeten betreft, kan men in de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie voorts lezen :

' Al bij al werd bij het instellen van een dergelijk stelsel [er]naar gestreefd met het Parket in nauwe samenwerking te kunnen handelen ook al worden de verdedigingsrechten van de in beschuldiging gestelde persoon gevrijwaard.

Voor de betrekkingen met het Parket hebben wij dan ook de wet van 30 juni 1971 op de administratieve geldboetes overgenomen die van toepassing zijn op misdrijven tegen bepaalde sociale wetten : ieder proces-verbaal van overtreding wordt aan de procureur des Konings betekend en hij beschikt over zes maanden om de leidend ambtenaar kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet te vervolgen.

Wanneer hij de beslissing neemt om geen vervolgingen aan te vatten mag de procedure met het oog op een administratieve geldboete worden aangevat. Zodra de boete opgelegd wordt, kan de in beschuldiging gestelde persoon natuurlijk niet meer het voorwerp uitmaken van een strafmaatregel voor hetzelfde feit op initiatief van het Parket of een Gewestelijk bestuur ' (*ibid.*, p. 7).

B.32.1. De ordonnantiegever vermocht op rechtmatige wijze van mening te zijn dat, teneinde de werkoverlast van de parketten en de strafrechtbanken te verlichten, alsook de doeltreffendheid te verzekeren van de vervolgingen met betrekking tot de vastgestelde milieumisdrijven, een regeling van administratieve sancties diende te worden ingesteld.

B.32.2. Het is evenwel niet redelijkerwijs verantwoord om de persoon aan wie een dergelijke sanctie wordt opgelegd, de maatregel te ontzeggen die het bestuur in staat zou stellen rekening te houden met de verzachtende omstandigheden, waardoor het bedrag van de geldboete kan worden verminderd tot onder het bij de ordonnantie vastgestelde minimumbedrag, terwijl die persoon de toepassing van artikel 85 van het Strafwetboek zou kunnen genieten indien hij voor hetzelfde misdrijf voor de correctionele rechtbank zou verschijnen.

B.33. Het tweede onderdeel van de vierde prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord ».

B.8. Artikel 2 van de voormelde ordonnantie van 24 november 2011 heeft een nieuw artikel *40bis* in de voormelde ordonnantie van 25 maart 1999 ingevoegd teneinde het de in artikel 35, tweede lid, van de ordonnantie bedoelde ambtenaren mogelijk te maken rekening te houden met verzachtende omstandigheden.

Daar die bepaling in werking is getreden op 7 december 2011 zonder terugwerkende kracht, dient artikel 33, 7^o, b), van de ordonnantie van 25 maart 1999 evenwel te worden vernietigd in zoverre het, tot 7 december 2011, niet toeliet rekening te houden met de verzachtende omstandigheden die het mogelijk maken een geldboete op te leggen waarvan het bedrag lager ligt dan het daarin vastgestelde minimum van de geldboete.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen van de vernietigde norm

B.9. Teneinde rekening te houden met de administratieve moeilijkheden en met het administratieve contentieux die uit het vernietigingsarrest zouden kunnen voortvloeien, dienen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 de gevolgen van het voormelde artikel 33, 7^o, te worden gehandhaafd tot 3 juni 2011, datum waarop het arrest nr. 44/2011 van het Hof in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, ten aanzien van de geldboeten die definitief zijn uitgesproken.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 33, 7^o, b), van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 25 maart 1999 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van misdrijven inzake leefmilieu, in zoverre het, tot 7 december 2011, niet toeliet rekening te houden met de verzachtende omstandigheden die het mogelijk maken een geldboete op te leggen waarvan het bedrag lager ligt dan het daarin vastgestelde minimum van de geldboete;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling ten aanzien van de geldboeten die definitief zijn uitgesproken tot 3 juni 2011.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 30 oktober 2012, door rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter ter vervanging van voorzitter R. Henneuse, wettig verhinderd.

De griffier,
F. Meersschaut

De wnd. voorzitter,
J.-P. Snappe

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2012 — 3548

[2012/206482]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 134/2012 vom 30. Oktober 2012

Geschäftsverzeichnisnummer 5262

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b), 35, 37, 38, 39*bis* und 41 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten, erhoben von der Gesellschaft deutschen Rechts «European Air Transport Leipzig GmbH» und der VoG «Belgian Air Transport Association».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daouï, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 1. Dezember 2011 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Dezember 2011 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die Gesellschaft deutschen Rechts «European Air Transport Leipzig GmbH» und die VoG «Belgian Air Transport Association», die beide in 1000 Brüssel, boulevard de l'Empereur 3, Domizil erwählt haben, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 44/2011 vom 30. März 2011 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. Juni 2011) Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b), 35, 37, 38, 39*bis* und 41 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten.

Am 21. Dezember 2011 haben die referierenden Richter J.-P. Snappe und E. Derycke in Anwendung von Artikel 71 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Präsidenten davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Gerichtshof vorzuschlagen, einen Entscheid zu verkünden, in dem festgestellt wird, dass die Klage auf Nichtigerklärung offensichtlich unzulässig ist.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Der fragliche Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten bestimmt:

«Mit einer administrativen Geldbuße von 625 EUR bis 62.500 EUR wird jede Person bestraft, die eine der folgenden Straftaten begeht:

[...]

7. im Sinne der Ordonnanz vom 17. Juli 1997 über die Lärmbekämpfung in einer städtischen Umgebung:

[...]

b) direkt oder indirekt eine Lärmbelästigung, die über die durch die Regierung festgelegten Normen hinausgeht, verursacht oder andauern lässt;».

Artikel 35 derselben Ordonnanz bestimmt:

«Die in den Artikeln 32 und 33 aufgezählten Straftaten sind entweder Gegenstand einer strafrechtlichen Verfolgung oder einer administrativen Geldbuße.

Die administrative Geldbuße wird durch den leitenden Beamten des Instituts, der ARP oder der zuständigen Verwaltung des Ministeriums oder, bei Abwesenheit, Urlaub oder Verhinderung desselben, durch den beigeordneten leitenden Beamten auferlegt.

Sie wird in den Fonds für Umweltschutz im Sinne von Artikel 2 Nr. 9 der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds eingezahlt.».

Artikel 37 derselben Ordonnanz bestimmt:

«Der Prokurator des Königs übermittelt je nach Fall dem leitenden Beamten des Instituts, der ARP oder der zuständigen Verwaltung des Ministeriums innerhalb von sechs Monaten nach dem Versanddatum des Protokolls seine Entscheidung, den mutmaßlichen Urheber einer Straftat im Sinne der Artikel 32 oder 33 zu verfolgen oder nicht.

Die Entscheidung des Prokurators des Königs zur Verfolgung des Zuwiderhandelnden schließt die Auferlegung einer administrativen Geldbuße aus.

Die Entscheidung des Prokurators des Königs, den Zuwiderhandelnden nicht zu verfolgen, oder das Ausbleiben einer Entscheidung innerhalb der aufgrund von Absatz 1 vorgeschriebenen Frist ermöglicht die Auferlegung einer administrativen Geldbuße».

Artikel 38 derselben Ordonnanz bestimmt:

«Der leitende Beamte des Instituts, der ARP oder der zuständigen Verwaltung des Ministeriums entscheidet, nachdem die Person, der eine administrative Geldbuße auferlegt werden kann, die Möglichkeit zum Vorbringen ihrer Verteidigungsmittel erhalten hat, ob wegen der Straftat eine administrative Geldbuße auferlegt werden muss.

In der Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße wird deren Betrag festgelegt und der Zuwiderhandelnde aufgefordert, die Geldbuße innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Notifizierung durch Überweisung auf das Konto des Fonds für Umweltschutz im Sinne von Artikel 2 Nr. 9 der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds, das auf dem beigefügten Formular angegeben ist, einzuzahlen.

Die Entscheidung, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, oder gegebenenfalls die Entscheidung, keine administrative Geldbuße aufzuerlegen, wird innerhalb von zehn Tagen mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert an:

1. die Person, der die administrative Geldbuße auferlegt wird;
2. den Prokurator des Königs».

Artikel 39bis derselben Ordonnanz bestimmt:

«Jede Person, die zur Zahlung einer administrativen Geldbuße verurteilt wurde, kann Beschwerde beim Umweltkollegium einlegen. Die Beschwerde wird zur Vermeidung des Ausschlusses durch Antrag innerhalb von zwei Monaten nach der Notifizierung der Entscheidung eingereicht.

Das Umweltkollegium hört auf deren Antrag hin den Kläger oder seinen Beistand sowie den Bediensteten, der die Maßnahme ergriffen hat, an.

Das Umweltkollegium notifiziert seine Entscheidung innerhalb von zwei Monaten nach dem Versanddatum der Antragschrift. Diese Frist wird um einen Monat verlängert, wenn die Parteien beantragen, angehört zu werden.

Wird innerhalb der im vorigen Absatz vorgeschriebenen Frist keine Entscheidung getroffen, so gilt die Entscheidung, gegen die eine Beschwerde eingelegt wurde, als bestätigt».

Artikel 41 derselben Ordonnanz bestimmt:

«Liegen mehrere Straftaten im Sinne der Artikel 32 oder 33 gleichzeitig vor, so werden die administrativen Geldbußen zusammengerechnet, ohne jedoch mehr als 125.000 EUR betragen zu dürfen».

B.2. Am 7. Dezember 2011 ist im *Belgischen Staatsblatt* die Ordonnanz vom 24. November 2011 zur Abänderung der Ordonnanz vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten veröffentlicht worden. Diese Ordonnanz ist nicht Gegenstand dieser Klage. Ihr Artikel 2 bestimmt:

«In die Ordonnanz vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten wird ein Artikel 40bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Artikel 40bis. — Die Beamten im Sinne von Artikel 35 Absatz 2, die eine administrative Geldbuße auferlegen, können diese Geldbuße im Fall von mildernden Umständen unter den gesetzlichen Mindestbetrag herabsetzen.

Bei der Behandlung der Beschwerde im Sinne von Artikel 39bis verfügt das Umweltkollegium ebenfalls über die in Absatz 1 vorgesehene Befugnis. ‘».

Artikel 3 bestimmt:

«Die vorliegende Ordonnanz tritt am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft».

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.3. In seinem auf vom Staatsrat gestellte Vorabentscheidungsfragen hin ergangenen Entscheid Nr. 44/2011 vom 30. März 2011 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. Juni 2011) hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

«Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten in der durch Artikel 10 der Ordonnanz vom 28. Juni 2001 abgeänderten Fassung verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er es nicht erlaubt, mildernde Umstände zu berücksichtigen, die es ermöglichen würden, eine Geldbuße unterhalb des darin festgelegten Mindestbetrags aufzuerlegen».

B.4.1. Artikel 4 letzter Absatz des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestimmt, dass eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz insbesondere jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt wird, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese Ordonnanz gegen eine in Artikel 1 desselben Sondergesetzes erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 desselben Sondergesetzes erwähnten Verfassungsartikel verstößt.

B.4.2. Der Gerichtshof darf in Vorabentscheidungsstreitsachen nicht die Norm für nichtig erklären, die er für verfassungswidrig erklärt. Artikel 4 Absatz 2 des vorerwähnten Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ist hingegen eingeführt worden, um es dem Gerichtshof zu ermöglichen, eine Gesetzesbestimmung für nichtig zu erklären, die er in Beantwortung einer Vorabentscheidungsfrage für verfassungswidrig erklärt hat, insbesondere auf Initiative einer jeden Person, die ein Interesse nachweist.

Der vorerwähnte Artikel 4 Absatz 2 kann nicht auf eine Gesetzesbestimmung angewandt werden, die nicht Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage war, über die der Gerichtshof durch einen Entscheid befunden hat, mit dem eine neue Klageerhebungsfrist von sechs Monaten eröffnet wurde, außer wenn diese Bestimmung untrennbar mit der Gesetzesbestimmung verbunden ist, die Gegenstand der vorerwähnten Vorabentscheidungsfrage war. Er kann genauso wenig auf eine Gesetzesbestimmung angewandt werden, die Gegenstand der vorerwähnten Vorabentscheidungsfrage war, wenn im Nichtigkeitsklagegrund eine Verfassungswidrigkeit geltend gemacht wird, die der Gerichtshof in dem auf die Vorabentscheidungsfrage hin verkündeten Entscheid nicht festgestellt hat.

B.5.1. Durch seinen vorerwähnten Entscheid Nr. 44/2011 hat der Gerichtshof aus den in B.5 bis B.27 und B.34 bis B.40 dargelegten Gründen die Verfassungswidrigkeiten, die gegen Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der vorerwähnten Ordonnanz vom 25. März 1999 im zweiten, dritten, vierten, sechsten, siebten und achten Klagegrund in dieser auf der Grundlage von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 eingereichten Nichtigkeitsklage angeführt werden, als nicht erwiesen erklärt.

B.5.2. Die Artikel 35, 37, 38, 39bis und 41 der vorerwähnten Ordonnanz vom 25. März 1999, die im vierten, fünften, sechsten, siebten, achten, neunten und zehnten Klagegrund angeführt sind, sind nicht untrennbar mit Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) dieser Ordonnanz verbunden.

Diese Artikel beziehen sich nämlich auf das Strafverfahren und nebensächlich auf das Verwaltungsverfahren (Artikel 35), die Entscheidung des Prokurators des Königs (Artikel 37), das Verwaltungsverfahren (Artikel 38), die Beschwerde, die vor dem Umweltskollegium eingereicht werden kann (Artikel 39bis), und auf das Zusammentreffen von Straftaten (Artikel 41).

B.6. Die Klage ist somit nur insofern zulässig, als darin ein Verstoß durch Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der vorerwähnten Ordonnanz vom 25. März 1999 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung angeführt wird, insofern er der Verwaltung nicht die Möglichkeit bieten würde, mildernde Umstände zu berücksichtigen (erster Klagegrund).

Zur Hauptsache

B.7. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 44/2011 hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

«B.28. Der zweite Teil der vierten präjudiziellen Frage betrifft den Umstand, dass im Rahmen des Verfahrens Artikel 85 des Strafgesetzbuches nicht angewandt werden könne und dass man keine mildernden Umstände berücksichtigen könne, um eine Geldbuße aufzuerlegen, die niedriger sei als der durch die Ordonnanz festgelegte Mindestbetrag.

B.29. Wenn der Urheber einer gleichen Tat auf alternative Weise bestraft werden kann, das heißt wenn er für die gleichen Taten entweder an das Korrekionalgericht verwiesen werden oder eine administrative Geldbuße auferlegt bekommen kann, gegen die er eine Einspruchsmöglichkeit vor einem anderen Gericht als einem Strafgericht hat, muss ein Parallelismus zwischen den Maßnahmen zur Individualisierung der Strafe bestehen. Dies gilt für die Möglichkeit, eine Geldbuße aufzuerlegen, die niedriger ist als der gesetzliche Mindestbetrag, wenn mildernde Umstände vorliegen (Urteile Nrn. 40/97, 45/97, 128/99, 86/2007 und 42/2009).

B.30. Aus der Lesung von Artikel 35 der fraglichen Ordonnanz geht hervor, dass der Brüsseler Ordonnanzgeber sich im vorliegenden Fall für ein alternatives System entschieden hat. So kann der Urheber für eine gleiche Tat an das Korrekionalgericht verwiesen werden oder, wenn dies nicht der Fall ist, eine administrative Geldbuße auferlegt bekommen.

B.31. Aus den Vorarbeiten zur fraglichen Ordonnanz geht hervor, dass der Ordonnanzgeber mit deren Annahme ein doppeltes Ziel verfolgte - einerseits die Untersuchungsmittel und die Ordnungsmaßnahmen, die die Kontrollbediensteten auferlegen können, und die Maßnahmen, die der Strafrichter anordnen kann, koordinieren und andererseits ' neue Mittel zur Bekämpfung und Ahndung von Umweltstraftaten schaffen, bei denen der Überlastung der Strafgerichte sowie der Arbeitsüberlastung der Gemeindepolizeidienste Rechnung getragen wird ' (*Parl. Dok., Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 1998-1999, A-312/2, S. 3*).

Es hatte sich herausgestellt, dass 85 Prozent der Protokolle, die zur Staatsanwaltschaft gelangen, zu den Akten gelegt werden. Daher galt es, die festgestellten Verstöße tatsächlich sanktionieren zu können (ebenda, S. 13).

Bezüglich der Beziehungen zur Staatsanwaltschaft und des Betrags der Geldbußen ist in den Vorarbeiten zur Ordonnanz ferner Folgendes zu lesen:

' Insgesamt bestand bei der Einführung einer solchen Regelung das Bemühen darin, in enger Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft vorzugehen und dabei auch die Verteidigungsrechte der beschuldigten Personen zu berücksichtigen.

In Bezug auf die Beziehungen zur Staatsanwaltschaft haben wir uns somit an das Gesetz vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldbußen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen, angelehnt; jedes Protokoll über einen Verstoß wird dem Prokurator des Königs notifiziert, der sechs Monate Zeit hat, um den zuständigen leitenden Beamten zu informieren, wenn er gegebenenfalls beschließt, eine Verfolgung einzuleiten.

Andernfalls kann das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße eingeleitet werden. Selbstverständlich verhindert die einmal auferlegte Geldbuße, dass die beschuldigte Person noch für die gleiche Tat strafrechtlich verfolgt werden kann auf Initiative der Staatsanwaltschaft oder einer Regionalverwaltung ' (ebenda, S. 7).

B.32.1. Der Ordonnanzgeber konnte rechtmäßig den Standpunkt vertreten, dass zur Entlastung der Staatsanwaltschaften und der Strafgerichte sowie zur Gewährleistung der Wirksamkeit der Verfolgung festgestellter Umweltstraftaten ein System von Verwaltungsanktionen einzuführen sei.

B.32.2. Es ist nicht vernünftig gerechtfertigt, der Person, der eine solche Sanktion auferlegt wird, nicht die Möglichkeit zu bieten, in den Genuss der Maßnahme zu gelangen, die es der Verwaltung ermöglichen würde, mildernde Umstände zu berücksichtigen, die zur Herabsetzung des Betrags der Geldbuße unterhalb des in der Ordonnanz festgelegten Mindestbetrags führen könnten, während diese Person in den Genuss der Anwendung von Artikel 85 des Strafgesetzbuches gelangen könnte, wenn sie wegen der gleichen Straftat vor dem Korrekionalgericht erscheinen würde.

B.33. Der zweite Teil der vierten präjudiziellen Frage ist bejahend zu beantworten».

B.8. Mit Artikel 2 der vorerwähnten Ordonnanz vom 24. November 2011 wurde ein neuer Artikel 40bis in die vorerwähnte Ordonnanz vom 25. März 1999 eingefügt, um den Beamten im Sinne von Artikel 35 Absatz 2 der Ordonnanz die Möglichkeit zu bieten, mildernde Umstände zu berücksichtigen.

Da diese Bestimmung am 7. Dezember 2011 ohne Rückwirkung in Kraft getreten ist, ist Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der Ordonnanz vom 25. März 1999 jedoch für nichtig zu erklären, insofern er es bis zum 7. Dezember 2011 nicht erlaubte, die mildernden Umstände zu berücksichtigen, die es ermöglichen, eine Geldbuße aufzuerlegen, deren Betrag niedriger ist als der darin festgelegte Mindestbetrag der Geldbuße.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Norm

B.9. Zur Berücksichtigung der sich gegebenenfalls aus dem Nichtigkeitsentscheid ergebenden administrativen Schwierigkeiten und Verwaltungsverfahren sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen des vorerwähnten Artikels 33 Nr. 7 in Bezug auf die endgültig verhängten Geldbußen bis zum 3. Juni 2011, dem Datum, an dem der Entscheid Nr. 44/2011 des Gerichtshofes im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 33 Nr. 7 Buchstabe b) der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 25. März 1999 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Ahndung von Umweltstraftaten für nichtig, insofern er es bis zum 7. Dezember 2011 nicht erlaubte, die mildernden Umstände zu berücksichtigen, die es ermöglichen, eine Geldbuße aufzuerlegen, deren Betrag niedriger ist als der darin festgelegte Mindestbetrag der Geldbuße;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung in Bezug auf die endgültig verhängten Geldbußen bis zum 3. Juni 2011 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Oktober 2012, durch den Richter J.-P. Snappe, in Vertretung des gesetzmäßig verhinderten Präsidenten R. Henneuse.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der vors. Richter,
J.-P. Snappe

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2012 — 3549 (2012 — 3486)

[C - 2012/36222]

26 OKTOBER 2012. — Decreet houdende instemming met :

1° het verdrag inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden, en de bijlagen A, B en C, opgemaakt in Straatsburg op 25 januari 1988 en ondertekend op 7 februari 1992, en

2° het protocol tot wijziging van het verdrag inzake wederzijdse administratieve bijstand in fiscale aangelegenheden, opgemaakt in Parijs op 27 mei 2010 en ondertekend op 4 april 2011. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 22 november 2012, tweede uitgave, op blz. 69699, is het bovengenoemde decreet gepubliceerd met de foutieve datum 17 oktober 2012. De juiste datum van dit decreet is 26 oktober 2012.

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2012 — 3549 (2012 — 3486)

[C - 2012/36222]

26 OCTOBRE 2012. — Décret portant assentiment :

1° à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, et aux annexes A, B et C, faites à Strasbourg le 25 janvier 1988 et signées le 7 février 1992, et

2° au protocole modifiant la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, fait à Paris le 27 mai 2010 et signé le 4 avril 2011. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 22 novembre 2012, deuxième édition, p. 69699, le décret susvisé a été publié avec une date erronée, notamment le 17 octobre 2012. La date exacte du présent décret est le 26 octobre 2012.

VLAAMSE OVERHEID

N. 2012 — 3550

[2012/206527]

5 OKTOBER 2012. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 betreffende de procedures voor woonzorgvoorzieningen en verenigingen van gebruikers en mantelzorgers en van het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 2009 betreffende de programmatie, de erkenningsvoorwaarden en de subsidieregeling voor woonzorgvoorzieningen en verenigingen van gebruikers en mantelzorgers

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 17 oktober 2003 betreffende de kwaliteit van de gezondheids- en welzijnsvoorzieningen, artikel 12, § 2;

Gelet op het Woonzorgdecreet van 13 maart 2009, artikelen 6, 9, 11, 15, 17, 21, 29, 31, 38, 43, 48, gewijzigd bij het decreet van 18 november 2011, artikel 58, § 2, artikelen 60, 61, 62, eerste lid, 1°, artikelen 64, 65, 67, 69 en 87;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 betreffende de procedures voor woonzorgvoorzieningen en verenigingen van gebruikers en mantelzorgers;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 24 juli 2009 betreffende de programmatie, de erkenningsvoorwaarden en de subsidieregeling voor woonzorgvoorzieningen en verenigingen van gebruikers en mantelzorgers;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juli 2012;

Gelet op advies 51.720/1/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;